

## **Compte-rendu du C.A. du jeudi 15 juin 2023 dans les locaux de Solidaires**

### **Organisations présentes :**

SNABF Solidaires (Odette Scherrer), Solidaires Finances Publiques (Gérard Gourguechon), Solidaires Sud Emploi (Suzanne Bellet), Sud PTT (Philippe Cornelis), Sud Rail (Anne Millant) ;

UDIRS 44 Loire-Atlantique (Jacky Chataignier), UDIRS 75 Paris (Jean-Yves Lefort), UDIRS 91 Essonne (Catherine Fayet), UDIRS 94 Val-de-Marne (Philippe Barre, Carine Delhostal, Jean-Louis Marziani).

(soit 11 camarades, 5 femmes et 6 hommes).

**Excusé.es :** Gérard Pertué (Sud Cam), Catherine Souchon (Sud PTT), Jean-Luc Parès (Solidaires Finances Publiques) ; Odile Hervieu et Jean-Pierre Nunès (14 Basse-Normandie), Yveline Bahy (25 Doubs), Odette Amanton (34 Hérault), Marc Lerbey et Yves Le Lann (44 Loire-Atlantique), Patrice Perret (51 Marne), Michèle Clément (54 Meurthe-et-Moselle), Michèle Béarez et Jean-Louis Van de Wièle (59 Nord), Geneviève Mérand (75 Paris), Denis Turbet-Delof (85 Vendée), Patrick Disclyn (91 Essonne).

La date de tenue de ce C.A., le jeudi 15 juin, a été maintenue quand il a été décidé par le G9 de faire de cette journée du 15 juin une journée d'initiatives et de mobilisations pour l'augmentation de toutes les retraites et pensions. Ce C.A. s'est donc tenu dans les locaux de Solidaires dans la matinée du jeudi entre les camarades présents. Dès 13h45, nous étions sur l'esplanade, face à l'immeuble de France Télévisions où, pour l'Île-de-France, était organisé un rassemblement avec prise de parole des neuf organisations (environ 250 personnes). L'ordre du jour du C.A. a été limité à trois points. De nombreux camarades étaient donc excusés, présents et présentes dans les initiatives organisées un peu partout par le G9.

### **I – Mobilisations interprofessionnelles contre la réforme des retraites depuis le C.A. des 11 et 12 mai 2023.**

Il est rappelé que les manifestations du 1<sup>er</sup> mai ont connu cette année une ampleur exceptionnelle, ayant été inscrites par l'intersyndicale dans le calendrier des mobilisations contre la réforme des retraites. Ensuite s'est poursuivie la dynamique des casserolades qui accompagne le déplacement du moindre secrétaire d'État en quelque point du pays. Les déplacements du Président de la République dans le pays s'en trouvent eux aussi perturbés, même si le souci de la communication et la volonté de donner l'image d'un président qui continue de gérer le pays, de rencontrer « les gens » et de serrer

des mains conduisent l'exécutif à tenter d'interdire l'usage des casseroles sur la voie publique et à utiliser les forces de l'ordre pour repousser à plusieurs centaines de mètres les manifestantes et les manifestants. Chaque fois que nous voyons Macron serrer des mains, nous savons qu'à 500 mètres, des camarades se font tabasser. Nous savons aussi que ces agitations ne remplacent pas les grèves qui n'ont pas eu lieu, mais elles entretiennent une « ambiance » chez les opposants à la réforme, toujours aussi nombreux, en visualisant « qu'on ne tourne pas la page ». L'intersyndicale avait fixé au 6 juin la nouvelle journée nationale de manifestations et, éventuellement, de grève. Les manifestations ont encore été très fortes un peu partout en France et l'unité de l'intersyndicale continue d'être un point de ralliement d'une grande partie de la population. Le 8 juin, les manœuvres du gouvernement ont permis une nouvelle fois d'échapper au vote de l'Assemblée nationale mais, cette fois, ceci n'a pas provoqué une vague d'indignation amenant des jeunes dans la rue comme lors de l'utilisation du 49.3. Maintenant, la loi est votée, les décrets d'application vont commencer à être publiés. Mais l'intersyndicale semble se poursuivre et les tensions entre ces organisations syndicales et l'exécutif demeurent, ce qui ne gêne que partiellement un pouvoir qui néglige totalement les corps intermédiaires, et particulièrement les organisations syndicales ouvrières. Il nous faut voir quelles pourraient être « les suites » à donner à ces mobilisations dans les prochains mois, et voir ce qui pourrait être proposé à cette intersyndicale qui peut devenir un pôle de résistance. Nous savons que pour les prochaines semaines, les préoccupations principales seront la chaleur de l'été, la sécheresse, la quête de l'eau potable, tout ceci étant certainement une nouvelle occasion d'une prise de conscience et à l'origine de nouvelles tensions sociales, tout comme la vie chère dans un contexte de forte inflation qui met en péril les budgets de nombreuses familles, avec les prix de l'énergie et ceux de l'alimentation qui augmentent très fortement.

**Philippe Barre** voit peu de perspectives à court terme. Les gens sont toujours contre cette réforme, mais ils ne savent que faire pour obtenir que le gouvernement modifie ses choix politiques. Par ailleurs, les dispositifs de surveillance et de contrôle social des populations se renforcent. Des mesures « d'exception » seront prises dans le cadre des Jeux Olympiques, et maintenues ensuite. Le pays glisse progressivement vers un état policier.

**Philippe Cornelis** souligne que la politique du gouvernement à l'égard des pauvres et des très pauvres est particulièrement agressive et stigmatisante. L'obligation d'un travail de 20 heures pour « avoir droit » au RSA est une régression énorme. Nous voyons aussi ce gouvernement poursuivre les opérations de durcissement en matière d'assurance chômage. Les détournements des fonds de l'UNEDIC (que les gouvernements sont parvenus à rendre bénéficiaires !) sont engagés. Ce sont là des sujets de mobilisation indispensables, mais nous savons que ce sera difficile car les populations les plus directement concernées et touchées ne sont pas celles qui se mobilisent le plus facilement.

**Anne Millant** s'inquiète du changement de direction au sein de la CGT, craignant un retour à un peu plus de sectarisme, ce qui serait néfaste pour l'intersyndicale. De même, il faudra suivre les changements éventuels au sein de la CFDT. Dans les prochains mois, l'intersyndicale pourrait encore être utile sur la question des salaires, dans un contexte de forte inflation, et sur tout ce qui concerne l'emploi et les conditions de travail.

**Jacky Chataignier** pense également que l'intersyndicale a été un élément positif dans la période, même si elle n'a pas conduit « à la victoire ». Les camarades de l'UDIRS Loire-Atlantique estiment qu'il pourrait être proposé d'élargir le G9 à la CFDT et à l'UNSA, sous réserve de deux conditions : que ces organisations adoptent la charte revendicative du G9 telle qu'elle est à ce jour, et qu'elles ne pratiquent aucune exclusive à l'égard d'autres organisations. Jacky précise que des camarades déclarent que le macronisme se retrouve affaibli à l'issue de ce long conflit ; il en doute : il voulait faire passer cette réforme et il y est parvenu et, désormais, la voie est libre pour d'autres régressions sociales, sur les aides sociales, sur le RSA, sur l'immigration, sur les libertés, etc. L'usage des drones est légalisé, les forces de l'ordre peuvent désormais récupérer l'ADN des personnes qui manifestent, la reconnaissance faciale est en expérimentation, etc. Sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, des exercices sont en cours pour améliorer les outils répressifs.

**Catherine Fayet** informe que l'UDIRS 91 a tenu une réunion le mardi 13 juin, notamment pour préparer ce C.A., et Solidaires Essonne a tenu son A.G. récemment. Ces deux réunions ont été l'occasion de commencer de tirer un premier bilan des mobilisations du 1<sup>er</sup> semestre. Des camarades s'interrogent sur l'intersyndicale, pensant qu'elle peut limiter les expressions, d'autres estiment au contraire que ceci a été un élément dynamique et moteur. Dans l'Essonne, l'intersyndicale a bien fonctionné et a été un outil utile. Le 6 juin est plutôt perçu comme négatif. En ce moment se tiennent des AG interpro festives, qui sont des occasions de se retrouver et de serrer les liens. On y aborde les questions de démocratie dans notre pays et le bilan des mobilisations « retraite ». Dans les prochains mois, les débats sur le PLFSS 2024 devront être l'occasion de mobilisations sur la santé et sur l'hôpital public. Dans le département, un comité de défense de l'hôpital public est en place et il fonctionne bien. Nous agissons particulièrement sur le projet Nord Essonne/ Plateau de Saclay, avec le projet d'un nouvel hôpital pour 2024 qui va entraîner la fermeture de trois établissements. Par ailleurs, l'été sera chaud et ce sera l'opportunité de sensibiliser sur les questions climatiques et environnementales. Dans le quotidien des gens, les questions de salaire et de pouvoir d'achat vont être importantes. Ce sont des revendications qui devraient être prise en charge par l'intersyndicale avec celles liées à l'emploi, aux conditions de travail, au télétravail, à l'uberisation, à la pénibilité, etc.

**Jean-Yves Lefort** revient sur les manifestations du 6 juin, qui n'ont pas du tout été ridicules, mais encore fortes, certes en léger recul par rapport aux plus fortes du semestre, mais bien au-delà de ce que nous sommes capables de faire ordinairement. Les cortèges de Solidaires ont, encore une fois, été dynamiques, animés et denses, comme à Paris entre Invalides et la Place d'Italie. A court terme, il semble difficile que nous arrivions à « marquer le coup » en retournant l'argument des « Cent jours » lancé par Macron. Jean-Yves ajoute qu'en essayant de voir comment nous avons pu gérer les mobilisations à l'UNIRS en Île-de-France, nous pouvons penser qu'il faudrait, à l'avenir, que nous puissions mieux travailler ensemble, les UDIRS d'Île-de-France (principalement, à ce jour, 75, 91 et 94, en attendant que les retraités Solidaires s'organisent bien aussi dans les autres départements). Au niveau national, il faut vite annoncer quelque chose pour la rentrée de septembre, sur la question du pouvoir d'achat et l'augmentation des pensions. Au Secours Populaire, nous rencontrons de plus en plus de personnes retraitées, souvent vivant seules, qui sont désormais des « bénéficiaires », et pas que des bénévoles. Par ailleurs, les fonds européens sont en diminution et les organisations caritatives ont de plus en plus de difficultés pour répondre aux besoins. Ceci conduit à durcir les critères pour obtenir des aides alimentaires, face au nombre grandissant des demandes.

**Jacky Chataignier** reprend la parole pour souligner que le mouvement de résistance à la réforme des retraites a été massif encore une fois le 6 juin, particulièrement dans les petites villes, mais ceci n'a toujours pas compensé la faiblesse des grèves. Les blocages ont du sens s'ils conduisent à bloquer des secteurs économiques en mettant à l'arrêt des circuits économiques où les entreprises travaillent avec des stocks très réduits et à flux tendus. Depuis le 19 janvier 2023, ces blocages n'ont jamais été suffisants pour amener le patronat à demander au gouvernement de lever le pied. Désormais, après cette victoire, le gouvernement est en mesure de poursuivre sa politique libérale où l'appareil d'État est au service de la finance et du droit de propriété et où les aides aux entreprises continuent d'être versées sans contreparties. Des camarades parlent de renforcement des organisations syndicales et d'adhésions nouvelles. Il serait intéressant de savoir ce qu'il en est réellement, notamment à Solidaires. Pour information, à Nantes nous avons une adhésion : nous sommes très loin d'une déferlante. Nous avons eu de très gros cortèges de Solidaires, jeunes et dynamiques, mais nous ne « capitalisons » pas grand-chose. Nous pourrions tout de même noter un saut qualitatif pour des équipes syndicales, qui ont « appris » à faire équipe. Ce devrait être un plus pour demain. La rancœur des gens demeure totale, mais nous ne savons pas par quoi ceci va se traduire ; si c'est par des votes « RN », nous aurons perdu deux fois. Ce conflit a encore mis en avant les problèmes posés par l'actuelle Constitution, qui centralise trop de pouvoirs dans les mains du seul président de la République.

**Anne Millant** ajoute que ceci va certainement conduire à une augmentation des abstentions lors des prochaines élections politiques, les gens se disant que les élections, ça conduit toujours aux mêmes politiques. Ceci fait reculer l'idée de démocratie. Pendant le même temps, les gens voient bien que les

gouvernants mentent, ainsi quand ils nous disaient hier qu'il n'y avait pas d'argent pour 10 milliards de déficit des retraites et qu'ils décident d'affecter aujourd'hui 400 milliards d'euros au budget de la Défense, et, derrière, aux industriels de l'armement et à leurs actionnaires. En septembre, pour nous, l'urgence ce sera encore l'augmentation des retraites et des pensions dans le contexte de très forte inflation. Anne note que les adhésions syndicales se font essentiellement sur le lieu de travail, donc notamment à l'occasion des grèves, pendant les assemblées générales, là où les « nouveaux » vont croiser des militantes et des militants.

**Catherine Fayet** complète en soulignant qu'on fait aussi des adhésions quand nous pouvons rendre des services très concrets à des collègues, à l'occasion des permanences syndicales par exemple. Avec ce mouvement est probablement née une nouvelle génération de militantes et de militants qui ont fait, au cours de ce premier semestre, leurs premières manifestations, peut être leur première occupation de leur lieu de travail. A l'UDIRS 91, nous avons eu quelques prises de contacts.

**Odette Scherrer** revient sur le scandale des exonérations de cotisations sociales en faveur des employeurs, sans contrepartie en matière de création d'emplois ni d'augmentation des salaires. De fait, avec ces choix politiques, la sécurité sociale est en difficulté, les gouvernements obligent le plus grand nombre à travailler plus longtemps, les médicaments et les soins sont moins bien pris en charge, et les actionnaires ont plus de dividendes !

**Gérard Gourguechon**, dans sa réponse, confirme qu'il faut effectivement situer tout ceci dans un contexte d'une politique libérale où l'appareil d'Etat est mis au service des propriétaires et des détenteurs de capitaux. Nous voyons bien tous les jours « qu'il y a de l'argent », que ça ruisselle pour les plus riches vers les plus riches. Les thèmes revendicatifs à mettre en avant sont nombreux, les salaires, les pensions, les minima sociaux, le pouvoir d'achat, l'inflation, le partage des richesses, le prix de l'énergie et des denrées alimentaires, les questions liées à l'emploi, le RSA, le chômage, la précarisation, les conditions de travail, rapidement le PLFSS 2024, la santé et l'hôpital public, les EHPAD et le grand âge. Et aussi les questions environnementales, le réchauffement climatique, les questions démocratiques et les répressions comme les atteintes aux libertés. En ce qui concerne l'élargissement du G9 à la CFDT et à l'UNSA, nous pouvons déjà attendre que ces organisations en fassent la demande, et ce serait alors avec les conditions précisées par les camarades de Loire-Atlantique.

## **II – Mobilisations spécifiques du G9 sur les revendications particulières des retraité.es, notamment l'augmentation des pensions.**

Il est rappelé qu'au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2023, à plusieurs reprises, l'UNIRS Solidaires, avec l'appui de la FGR-FP et de la FSU, a proposé que le G9 organise des journées spécifiques « retraitées et retraités », ce qui aurait d'ailleurs été contre le discours selon lequel les personnes retraitées soutenaient majoritairement la réforme Macron. Il ne s'agissait pas de négliger le « conflit retraites » mais d'ajouter une mobilisation en plus. Les UCR CGT et FO étaient opposées à cette idée en disant qu'il fallait mettre toutes nos forces dans la bataille des retraites et qu'il fallait éviter de se disperser. La décision du G9 de retenir le 15 juin comme journée nationale d'action des personnes retraitées pour l'augmentation des pensions a été prise quand les appels de l'intersyndicale nationale se sont largement espacés : le 1<sup>er</sup> mai puis le 6 juin. Il s'agissait de rendre visible cette revendication des retraité.es avant la cassure de juillet-août, avec, en toile de fond, notre triptyque revendicatif : pouvoir d'achat et augmentation des pensions + santé, aide à l'autonomie, hôpital, etc. + services publics. A ce jour, et à cette heure, jeudi 15 juin matin, il semble, au vu des informations reçues par les organisations du G9, qu'il y aura quelque chose dans plus des  $\frac{3}{4}$  des départements. Il y a une prochaine réunion du G9 le lundi après-midi 19 juin, dans les locaux de FO. Il s'agit de savoir quel est le discours que devra y tenir l'UNIRS et quelles sont nos propositions pour la rentrée.

**Philippe Cornelis** : il faut proposer l'organisation de manifestations à la rentrée dans tous les départements. Les services publics se dégradent, et ceci pèse beaucoup sur la vie quotidienne des gens. Ainsi, à Fontenay-sous-Bois, nous manquons d'assistantes sociales.

**Jean-Yves Lefort** : il faut que le G9 annonce rapidement quelque chose pour la rentrée. Nous devons préparer la mobilisation par une grosse campagne de distribution de tracts. Il nous faut mieux toucher le vaste public « retraités.es ».

**Anne Millant** : la question de l'inflation et de l'augmentation des prix (l'énergie, le gaz, les produits alimentaires) est importante. Par ailleurs, la loi contre les squats va poser des problèmes dramatiques à celles et ceux qui ne peuvent payer leur loyer. Nous voyons bien qu'avec cette société, leur pognon est plus important que nos vies. Nous le voyons encore avec les difficultés pour trouver des médecins qui ne pratiquent pas les dépassements d'honoraires. Il nous faut aussi faire attention au parcours des manifestations à Paris. Il ne faut plus aller au ministère de la Santé, où nous ne sommes jamais reçus et qui est situé dans un quartier très bourgeois : on n'y voit personne et personne ne nous voit.

**Jacky Chataignier** : il faut que le G9 travaille sur le dossier « fin de vie », avec les dernières analyses et propositions du CESE. La multiplication des déserts médicaux pose des problèmes à de nombreuses populations, dont celles qui n'ont pas de voiture. Ceci doit conduire à mettre en cause la totale liberté d'installation des médecins.

**Jean-Louis Marziani** : pour la rentrée, la question de l'indexation des pensions et de l'inflation devra être portée par le G9. Nous n'avons pas connu une telle inflation depuis des années. Ceci pose des questions financières vitales à de nombreuses personnes, particulièrement des personnes âgées vivant seules. La question du logement doit aussi être prise en charge par le G9, avec l'augmentation des loyers et l'augmentation des charges, y compris dans les HLM. Les pensions ne suivent pas l'inflation, mais plein de biens et de services « suivent » l'inflation, les assurances, les complémentaires, les réparations chez le garagiste, etc. La situation des EHPAD dans le Val-de-Marne est très difficile pour les personnels et pour les personnes âgées qui y sont.

**Jean-Yves Lefort** : en effet, les pensions sont limitées, mais les prix et les charges suivent l'inflation et l'alimentent. Le coût des aides à domicile augmente également. Des personnes renoncent à des soins du fait des dépassements d'honoraires et du coût des complémentaires santé. De plus en plus de salaires sont inférieurs au SMIC, y compris dans les fonctions publiques.

**Philippe Barre** : pour les prochaines manifestations, il faut cibler le pouvoir d'achat et le logement social, c'est-à-dire que la Mairie de Paris est aussi un but de manifestation.

**Catherine Fayet** : il faut aussi dénoncer les inégalités territoriales. Le quotidien des gens est très difficile. Aux Restos du Cœur dans l'Essonne, il y a de plus en plus de personnes âgées et de jeunes parmi les « bénéficiaires ».

**Gérard Gourguechon** remercie pour les interventions qui vont éclairer nos propositions lors de la réunion du G9 du 19 juin. Il y a des thèmes qui doivent être progressivement pris en charge par le G9 : la santé en liaison avec l'environnement, la fin de vie, le logement. Nous pouvons aussi cibler les mairies et les services publics municipaux.

### **III - Préparation de l'Assemblée générale de l'UNIRS du mercredi 6 décembre 2023.**

Après quelques échanges, il est décidé que Anne peut envoyer dans les prochains jours les deux dossiers revendicatifs « la fracture numérique » et « les mobilités » aux structures pour qu'elles aient largement le temps de les examiner et de les travailler d'ici l'AG du 6 décembre. Il faudrait que le C.A. d'octobre puisse déjà examiner les remarques et propositions venant des structures.

Pour le C.A. de septembre, il faut que le secrétariat soit en mesure d'envoyer au préalable la proposition de rapport d'activité et la proposition de motion d'actualité et d'orientation.

**Gérard Gourguechon** rend compte oralement de la réunion à Solidaires, le jeudi 8 juin, du groupe de travail portant sur « Budget et UNIRS ». Pour l'UNIRS, il y avait Denis Turbet-Delof, Gérard

Gourguechon et Patrice Perret. La réflexion a porté sur un nouveau mode de financement de l'UNIRS avec un système permettant à l'UNIRS de verser, comme toutes les structures nationales membres de Solidaires, actuellement 4,65 euros par adhérent, c'est-à-dire 4,65 x 400 adhésions directes recueillies par les groupes retraité.es des Solidaires locaux. Il faudra voir ce qu'on fait de la cotisation forfaitaire actuellement demandée aux Solidaires locaux qui « adhèrent » à l'UNIRS. De même, il faudra voir comment on transforme éventuellement l'actuelle subvention versée chaque année par la trésorerie de Solidaires à la trésorerie de l'UNIRS en la transformant en une quote-part de reversement des cotisations perçues par la trésorerie nationale au titre des 6000 personnes retraitées pour lesquelles les structures nationales cotisent actuellement à Solidaires.

Lors des échanges au sein du C.A., la diversité des situations actuelles a été notée comme étant une difficulté supplémentaire pour parvenir à une relative harmonisation. Les changements dans le financement de l'UNIRS conduiront peut-être plus de structures nationales et plus de Solidaires locaux à se soucier du « suivi » des personnes retraitées, qui représentent tout de même 17 millions de personnes ! Si les structures nationales avaient une meilleure connaissance de leur pourcentage relatif d'actifs et de retraités, elles connaîtraient mieux leur réalité. Avec les suppressions d'emplois dans de nombreux secteurs économiques et dans presque toutes les administrations et tous les services publics, le ratio entre actifs et retraités évolue fortement, et le pourcentage de retraité.es devient plus important, comme il l'est devenu dans le monde agricole, dans les mines, la sidérurgie, etc.

Denis va faire des propositions écrites qui pourront être examinées par le C.A. de septembre. Il faudra aussi réfléchir à la possibilité d'adhésion directe à la trésorerie nationale de l'UNIRS sans passer par un groupe « retraité.es » dans un Solidaires local, là où il n'y a rien actuellement. Ce serait l'occasion de réactiver le petit document en trois volets pour adhérer à l'UNIRS.